



CONSEIL DE SÉCURITÉ

DOCUMENTS OFFICIELS

VINGT-DEUXIÈME ANNÉE

1375^e SÉANCE : 13 NOVEMBRE 1967

NEW YORK

TABLE DES MATIÈRES

	<i>Page</i>
Ordre du jour provisoire (S/Agenda/1375)	1
Adoption de l'ordre du jour	1
La situation au Moyen-Orient :	
Lettre, en date du 7 novembre 1967, adressée au Président du Conseil de sécurité par le représentant permanent de la République arabe unie (S/8226) .	1

NOTE

Les cotes des documents de l'Organisation des Nations Unies se composent de lettres majuscules et de chiffres. La simple mention d'une cote dans un texte signifie qu'il s'agit d'un document de l'Organisation.

Les documents du Conseil de sécurité (cotes S/. . .) sont, en règle générale, publiés dans des *Suppléments* trimestriels aux *Documents officiels du Conseil de sécurité*. La date d'un tel document indique le supplément dans lequel on trouvera soit le texte en question, soit des indications le concernant.

Les résolutions du Conseil de sécurité, numérotées selon un système adopté en 1964, sont publiées, pour chaque année, dans un recueil de *Résolutions et décisions du Conseil de sécurité*. Ce nouveau système, appliqué rétroactivement aux résolutions antérieures au 1er janvier 1965, est entré pleinement en vigueur à cette date.

MILLE TROIS CENT SOIXANTE-QUINZIEME SEANCE

Tenue à New York, le lundi 13 novembre 1967, à 10 h 30.

Président : M. Mamadou Boubacar KANTE (Mali).

Présents : Les représentants des Etats suivants : Argentine, Brésil, Bulgarie, Canada, Chine, Danemark, Etats-Unis d'Amérique, Ethiopie, France, Inde, Japon, Mali, Nigéria, Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord et Union des Républiques socialistes soviétiques.

Ordre du jour provisoire (S/Agenda/1375)

1. Adoption de l'ordre du jour.
2. La situation au Moyen-Orient :
Lettre, en date du 7 novembre 1967, adressée au Président du Conseil de sécurité par le représentant permanent de la République arabe unie (S/8226).

Adoption de l'ordre du jour

L'ordre du jour est adopté.

La situation au Moyen-Orient

Lettre, en date du 7 novembre 1967, adressée au Président du Conseil de sécurité par le représentant permanent de la République arabe unie (S/8226)

1. Le **PRESIDENT** : Conformément à la décision prise par le Conseil à sa 1373ème séance, le 9 novembre, je me propose, avec l'assentiment du Conseil, d'inviter les représentants de la République arabe unie, d'Israël et de la Jordanie à prendre place à la table du Conseil pour participer, sans droit de vote, à la discussion.

Sur l'invitation du Président, M. Mahmoud Riad (République arabe unie), M. A. Eban (Israël) et M. A. M. Rifā'ī (Jordanie) prennent place à la table du Conseil.

2. Le **PRESIDENT** : J'ai reçu une lettre, en date du 11 novembre, du représentant de la Syrie [S/8237] demandant que sa délégation soit invitée à participer, sans droit de vote, à la discussion. Si je n'entends aucune objection, j'inviterai le représentant de la Syrie à prendre place à la table du Conseil.

Sur l'invitation du Président, M. A. Daoudy (Syrie) prend place à la table du Conseil.

3. Le **PRESIDENT** : Le Conseil de sécurité va maintenant reprendre l'examen de la question dont il est saisi. Je voudrais attirer l'attention du Conseil sur le projet de

résolution, en date du 10 novembre, soumis sur cette question par la délégation de l'Union soviétique [S/8236]. Le premier orateur inscrit est le représentant d'Israël. Je lui donne la parole.

4. M. EBAN (Israël) [*traduit de l'anglais*] : Je vous remercie, Monsieur le Président, d'avoir accepté, le 9 novembre, que je réponde immédiatement aux accusations portées contre Israël par le Ministre des affaires étrangères de la République arabe unie [1373ème séance]. Votre décision n'a pas été suivie d'effet et les membres du Conseil ont exposé leurs vues après avoir entendu l'une des parties, mais non pas l'autre.

5. Je tire quelque satisfaction du fait que huit membres du Conseil de sécurité ont voté en faveur d'un débat équitable, conformément aux règles normales de la bienséance. Ce n'est pas là une question de simple procédure. Depuis 1953, la politique de veto de l'Union soviétique empêche le Conseil de sécurité d'adopter toute résolution à laquelle s'oppose un Etat arabe, quel que soit le fond de la question ou l'opinion de la majorité. Une initiative de même nature vient maintenant d'empêcher les parties à un différend international d'utiliser une procédure normale de débat. Le refus d'accorder à Israël une égale possibilité de présenter sa cause devant le Conseil de sécurité constitue, depuis 15 ans, un élément important de l'instabilité qui règne au Moyen-Orient. Si le déséquilibre qui marquait les questions de fond s'étend aux questions de procédure, le rôle joué par le Conseil de sécurité dans le conflit du Moyen-Orient subira un lent travail de sape. Il ne fait donc aucun doute qu'une résistance vigilante à la discrimination doit être menée non seulement par les organisations internationales, mais au sein de celles-ci.

6. Je viens ici, aujourd'hui, pour préciser l'attitude d'Israël à l'égard des trois questions suivantes : quelle réponse Israël apporte-t-il aux accusations violentes portées contre lui par le Ministre des affaires étrangères de la République arabe unie ? Comment Israël entend-il faire progresser la cause de la paix et de la sécurité au Moyen-Orient ? Comment le Conseil de sécurité peut-il favoriser au mieux, dans le cadre de la Charte, le règlement du conflit qui résulte de la guerre que les Etats arabes ont constamment menée contre Israël depuis près de 20 ans ?

7. Le Conseil de sécurité a été convoqué sur la demande du Gouvernement de la République arabe unie qui a tenté, cet été, de détruire l'Etat d'Israël et de l'effacer une fois pour toutes de la carte du monde. L'humilité et le repentir eussent mieux convenu au Ministre égyptien des affaires étrangères que la belligérance plaintive qu'il a exprimée.

8. Rarement un gouvernement s'est livré à une attaque plus gratuite contre la paix internationale que ne l'a fait le Gouvernement de la République arabe unie voici cinq mois. Après 10 ans de tranquillité sur la ligne de démarcation égypto-israélienne, le Gouvernement de la République arabe unie a plongé le Moyen-Orient dans une guerre soudaine. M. Riad a fait injure à la mémoire et aux facultés critiques de son auditoire. En évoquant les origines du conflit il n'a jamais permis que la vérité toute prosaïque vienne brider son imagination créatrice. Il n'a pas jugé bon de dire au Conseil de sécurité comment la République arabe unie a placé ses armées au Sinaï au milieu du mois de mai; comment la République arabe unie a déployé 90 000 soldats au sud des frontières israéliennes; comment la République arabe unie, qui, selon le président Nasser, disposait de rapports soviétiques affirmant qu'il n'y avait pas de concentration de troupes israéliennes sur la ligne de démarcation syrienne, a concentré 900 chars et des unités d'avant-garde suffisamment près d'Israël pour pouvoir l'attaquer; comment la République arabe unie a occupé l'entrée du détroit de Tiran dans une intention agressive; comment la République arabe unie, qui venait de chasser les forces des Nations Unies, a accepté que le Secrétaire général se rende au Caire à un moment choisi de telle sorte que le blocus du golfe d'Akaba puisse être annoncé alors qu'il se trouvait à mi-chemin; comment le représentant de la République arabe unie, à cette table même, a déclaré au Conseil de sécurité, le 29 mai: "... il apparaît sans le moindre doute que l'état de guerre persiste entre les Israéliens d'une part et les Arabes ..." [1343ème séance, par. 89]; comment il s'est arrogé le droit de revendiquer, ici même, la bande côtière au sud d'Israël et le port d'Eilat; comment le roi de Jordanie a été appelé au Caire pour signer un pacte d'encerclement et d'agression et s'en est revenu à Amman en compagnie du sinistre M. Shukairy, triomphant; comment des contingents de troupes arabes d'Irak, d'Arabie Saoudite, du Koweït et d'Algérie ont pris leurs positions de combat et se tenaient prêts à recevoir leur part du butin; comment les commandants de l'armée de l'air égyptienne ont reçu des instructions, maintenant en notre possession, quant aux objectifs israéliens précis qu'ils devaient bombarder; comment les brigades du roi Hussein ont reçu des instructions écrites leur enjoignant d'occuper des villages israéliens et de "mettre à mort tous leurs habitants"; comment la Jordanie, rejetant les propositions les plus précises d'Israël pour éviter le conflit, a fait tomber une pluie d'obus et de bombes dans les rues de Jérusalem au moyen de canons et de mortiers soigneusement protégés par les Lieux saints; comment la Syrie est passée à l'agression avec un bombardement d'artillerie effectué depuis les hauteurs de Golan; comment le président Nasser a rempli les ondes de déclarations pleines de franchise et d'exubérance sur son intention de liquider Israël.

9. Je me souviens encore de sa voix, telle que je l'ai entendue le 26 mai: "Nous avons attendu le moment où nous serions parfaitement prêts... nous pensons maintenant que nous sommes suffisamment forts et qu'en engageant la guerre contre Israël nous pouvons, avec l'aide de Dieu, remporter la victoire." De crainte que ces paroles ne soient pas assez claires, Radio Le Caire a transmis, un peu plus tard, le même jour, la déclaration officielle que voici: "Le peuple arabe est fermement décidé à rayer Israël de la surface du globe."

10. Il n'y a jamais eu de guerre d'agression où la responsabilité soit plus nette, plus indéniable que dans le cas de cette guerre où la responsabilité de la République arabe unie est acquise. Le représentant de la République arabe unie n'a rien dit de tout cela au Conseil de sécurité. Le gouvernement de son pays vient maintenant ici, lui qui est coupable d'actes de guerre et responsable de 19 années d'agressions déterminées, pour présenter des plaintes et des accusations contre Israël.

11. De quoi le Ministre égyptien des affaires étrangères se plaint-il à propos d'Israël? Il se plaint de ce qu'Israël a énergiquement refusé de se laisser détruire. Que propose-t-il? Il propose qu'Israël se mette dans la position qui convienne le mieux à la prochaine tentative qui sera faite pour le détruire. Quel est son objectif? Son objectif est de refuser et la négociation et un accord. Au crime de faire la guerre, Le Caire ajoute le crime de refuser la paix. C'est pour ce refus que la République arabe unie recherche l'assentiment du Conseil de sécurité.

12. Mais ces faits dramatiques que le représentant de la République arabe unie a passés sous silence sans raison apparente ne sont pas oubliés en Israël. Ils ne le seront jamais. Une dimension nouvelle a été ajoutée à la mémoire nationale, dimension dont l'exploration se poursuivra pendant longtemps. Notre nation vit encore étroitement liée au danger et à la solitude qui l'ont affligée au cours de ces semaines d'agonie. Nous nous souvenons encore de la froide horreur que ce péril a suscitée dans l'opinion mondiale. Nous nous rappelons encore comment l'extinction imminente de l'Etat d'Israël et le massacre de sa population ont été sérieusement discutés dans le monde entier, avec une joie délirante dans toutes les capitales arabes, avec une tristesse douloureuse mais impuissante dans d'autres pays. Nous sommes extrêmement fiers des six jours de résistance qui nous ont permis de surmonter glorieusement le danger. Nous nous rappelons aussi le lourd tribut qu'il a fallu verser: les morts, les deuils, les mutilations, les angoisses et les souffrances que nous avons subies.

13. Tels sont nos souvenirs. Je les évoque ici pour rejeter avec véhémence la tentative du représentant de la République arabe unie de se laver les mains de l'agression dirigée par son gouvernement contre la sécurité d'Israël et la paix du Moyen-Orient. Je les évoque aussi parce que ces souvenirs constituent le fond même de la politique actuelle d'Israël. Si vous ne tenez pas compte de nos souvenirs, vous ne pouvez pas comprendre notre politique, politique qui peut s'exprimer en une phrase unique. Nous sommes fermement résolus à ne plus jamais nous trouver dans la situation de danger et de vulnérabilité à laquelle nous avons échappé. Cette résolution doit l'emporter sur toute autre considération. Eviter le retour des conditions où nous nous trouvions le 4 juin, voilà notre objectif national suprême; cet objectif est digne de tous nos efforts, quelles qu'en soient les conséquences.

14. Dans les discours qu'ils ont prononcés devant le Conseil de sécurité le 9 novembre dernier [1373ème séance], les représentants de l'Union soviétique et de la République arabe unie ont essayé de persuader le Conseil de sécurité de deux choses: en premier lieu, le refus d'Israël de se laisser étrangler et frapper à mort est un acte d'"agres-

sion" et, en deuxième lieu, pour instaurer la paix au Moyen-Orient, il faut rétablir les conditions mêmes qui ont entraîné la guerre. Ce sont là les deux seules idées que le représentant de l'Union soviétique et le représentant de la République arabe unie ont exprimées au cours des longues discussions de l'été et de l'automne. J'affirme qu'aucune de ces idées ne comporte une seule once de vérité et qu'elles sont dépourvues de sens.

15. Il importe au plus haut point que ce problème de l'agression soit tiré au clair. C'est le point de départ de toute bonne compréhension des événements du passé et des exigences de l'avenir. Le Ministre égyptien des affaires étrangères a parlé 61 fois de "l'agression" israélienne; le représentant de l'Union soviétique 24 fois seulement. La fréquence des répétitions est un symptôme caractéristique de la faiblesse d'un argument. Cette constatation ne s'est jamais révélée aussi vraie que dans ce cas précis. A cette accusation d'agression, je réponds que la résistance d'Israël à l'assaut concerté qu'il a subi l'été dernier sera reconnue par les générations futures comme une affirmation triomphante de la liberté de l'homme. Depuis le début de son histoire, le peuple qui reconstruit aujourd'hui l'Etat d'Israël a lutté, dans des conditions souvent désespérées, contre la tyrannie et l'agression. La résistance dont nous avons fait preuve en juin dernier relève de cette noble tradition. Alors qu'Israël se libérait de l'agression qui l'étranglait nous avons pu entendre l'immense cri de soulagement qui a retenti d'un bout à l'autre du monde épris de paix. Seul, prêt au combat, sans demander ou recevoir aucune aide, Israël a résisté à cette conspiration de la violence par ses efforts et ses sacrifices personnels. Dans notre génération il est difficile de trouver un autre moment où l'opinion progressiste se soit ralliée à une cause avec autant de tension et d'angoisse morale. Jamais la justice, l'honneur, la paix, la liberté nationale et la morale internationale n'ont été plus justement défendus.

16. Une partie de cette opinion mondiale s'est exprimée même au sein des organisations internationales où les positions arabe et soviétique bénéficient d'un soutien numérique. Les propositions visant à qualifier d'"agression" l'action d'Israël ont été repoussées au Conseil de sécurité le 14 juin [1360^{ème} séance], puis à l'occasion de quatre votes à la session d'urgence de l'Assemblée générale, le 4 juillet [1548^{ème} séance]. Dans chaque cas, le refus d'accepter cette accusation était si ferme qu'il constituait une critique implicite à l'adresse de ceux qui l'avaient inventée. Ce qui a été particulièrement significatif, c'est la défaite de ce que le porte-parole du groupe latino-américain avait appelé "la ridicule résolution soviétique" relative à "l'agression" israélienne, pour l'examen de laquelle l'Assemblée générale avait été convoquée en session extraordinaire d'urgence.

17. Je sais que la décision d'Israël de survivre a causé quelques difficultés aux représentants des pays arabes et à ceux qui les défendent, mais, compte tenu du jugement des instances internationales ainsi que de l'ampleur de l'opinion mondiale, quiconque parle d'"agression" israélienne prononce une contrevérité manifeste. L'action défensive d'Israël a été décidée à un moment où il s'agissait de choisir entre la vie et la mort, de protéger l'existence nationale ou d'y renoncer à jamais. Nous avons même entendu des

Arabes reconnaître que tel était notre choix. Le 23 mai, en effet, la radio officielle du Caire a défini la situation inhabituelle dans les termes suivants: "Israël est en présence de deux possibilités dont l'une comme l'autre entraînera sa destruction. Ou bien il périra asphyxié par le blocus arabe territorial et économique, ou bien il succombera sous le feu des forces arabes qui l'encerclent au sud, au nord et à l'est."

18. L'action la plus importante qui ait été prise par les Nations Unies, après le cessez-le-feu, a été de reconnaître le caractère non agressif des opérations menées par Israël au mois de juin. Tout dans notre politique découle de cette prémisse. Notre attitude sur les aspects politique, juridique, territorial et de sécurité du problème du Moyen-Orient repose sur la ferme prémisse que nous avons repoussé une agression, que nous sommes toujours menacés d'une nouvelle agression et que nous devons donc agir de façon à empêcher qu'un nouvel assaut ne réussisse.

19. En rejetant la description qu'a donnée le représentant de la République arabe unie des événements passés, je ne puis manquer de faire quelques observations sur la question de la véracité en général. Ce thème est illustré par un événement extraordinaire dont les incidences internationales n'ont pas encore été entièrement déterminées. Les Gouvernements de la République arabe unie et du Royaume hachémite de Jordanie ont avoué avoir inventé de toute pièce que deux grandes puissances étaient intervenues aux côtés d'Israël lors des hostilités de juin dernier.

20. Il est difficile de se souvenir d'un cas plus flagrant de violation des règles de la courtoisie internationale. L'accusation tournait en dérision la vérité, c'est-à-dire la situation véritable d'Israël, seul en face du danger, seul à assurer sa défense. Elle était destinée en outre à transformer un conflit grave, mais localisé, en un conflit général qui aurait mis en cause le sort de l'humanité tout entière. Ceux qui sont responsables de contrevérités d'une telle ampleur ne devraient-ils pas être traités avec le plus grand scepticisme quant à ce qu'ils disent dans d'autres domaines? C'est dans ce contexte qu'il conviendrait d'examiner la version présentée par la République arabe unie de tous les événements qui se sont déroulés au cours de cette année tourmentée.

21. Je sais que ces deux gouvernements ont maintenant avoué qu'ils étaient les auteurs de cette contrevérité, mais elle restera à jamais gravée sur les tablettes de l'histoire. Il est donc raisonnable que toutes les autres affirmations de l'Egypte et de la Jordanie quant à l'origine et à l'évolution du conflit soit reconsidérées à la lumière de cette manœuvre dangereuse.

22. Voilà pour l'accusation d'"agression" portée contre Israël. La deuxième idée avancée par l'URSS et la République arabe unie le 9 novembre concerne le retour à la situation telle qu'elle existait avant le 4 juin. La folie et l'injustice de cette suggestion ont été exposées par un grand nombre des éminents hommes d'Etat qui ont participé l'été dernier aux débats de l'Assemblée générale. Des orateurs de tous les continents ont insisté sur ce qui devrait être aujourd'hui un axiome international et que le Ministre des affaires étrangères du Canada, citant une déclaration anté-

rieure de son premier ministre, a exprimé de la manière peut-être la plus précise :

“... Devrons-nous repasser par les mêmes épreuves ? Allons-nous revenir au *statu quo* ? Revenir au *statu quo* ne serait pas assurer la sécurité... Ce serait ramener la terreur et les effusions de sang, les frictions, les incidents, les attaques et les contre-attaques pour aboutir à un autre conflit¹.”

23. Le Moyen-Orient a surtout besoin d'une innovation constructive. Nous ne devons pas nous contenter de rebâtir la structure fragile et provisoire qui, sous le poids des ans et la pression de l'hostilité arabe, s'est écroulée sur nos têtes. Nous devons maintenant édifier des relations durables susceptibles d'assurer la sécurité et la paix de notre région tourmentée.

24. C'est en me fondant sur ce principe que je vais maintenant exposer la politique nationale de l'Etat d'Israël. Le cessez-le-feu a été instauré par le Conseil de sécurité à titre de mesure provisoire dans le cadre de la Charte. Nous nous engageons à le maintenir et à le respecter jusqu'à ce qu'il soit remplacé, comme nous le souhaitons, par des traités de paix mettant fin à l'état de guerre, déterminant les frontières nationales reconnues des Etats et assurant une sécurité stable et mutuellement garantie. Nous ne pouvons revenir au régime d'armistice qui a été réduit en miettes, ni accepter aucun système de relations autre qu'un régime de paix durable et rendue obligatoire par contrat. C'est pourquoi nous partageons les vues de ceux qui ont déclaré à l'Assemblée générale et ailleurs que les fragiles lignes d'armistice doivent être remplacées par des frontières nationales sûres et reconnues. Après les lignes de cessez-le-feu, il ne peut y avoir d'autre solution que l'établissement d'une frontière territoriale permanente et reconnue par tous.

25. A la réunion de Khartoum, les chefs des Etats arabes ont proclamé qu'ils recherchaient une solution fondée sur les trois principes suivants : pas de reconnaissance, pas de négociation, pas de paix. Pour des raisons qui me resteront à jamais mystérieuses, certains ont qualifié ces trois refus de “symptômes de modération”. Face à la politique prônée à Khartoum — pas de reconnaissance, pas de négociation, pas de paix — Israël présente sa politique qui est : reconnaissance, négociation, paix. Peut-on sincèrement se demander laquelle de ces deux politiques est conforme à la Charte des Nations Unies et laquelle est en violation de la Charte ? S'il fallait exprimer l'essentiel de la Charte en trois mots, ces mots ne seraient-ils pas : reconnaissance, négociation et paix ? Par reconnaissance, j'entends l'acceptation de l'égalité souveraine des Etats et, par conséquent, de leur devoir de déterminer directement leurs relations avec d'autres Etats, sans intervention ni pression extérieures. Par négociation, j'entends un échange d'idées, une comparaison et une harmonisation des intérêts et une acceptation réciproque de droits et d'obligations bien définis. Par paix, j'entends non seulement l'opposé de la guerre, mais un ordre de rapports fondé au départ sur une acceptation réciproque et aboutissant à une communauté d'Etats conciliant leur souveraineté

pleine et entière avec une coopération toujours plus étendue.

26. La discussion internationale sur le Moyen-Orient a été longue et complexe. Il est toutefois possible d'en définir le thème et le résultat en termes simples. Il y a eu non pas une guerre de six jours, mais une guerre de 19 ans menée par les Etats arabes contre Israël, avec des degrés d'intensité variables et dans l'espoir suprême et définitif de détruire Israël. La question est de savoir si cette guerre prendra fin maintenant par un règlement de paix définitif ou sera simplement interrompue en vue d'être reprise dans des conditions plus favorables à une victoire. Nous manquerions de sincérité si nous évoquions ce problème en termes moins clairs et moins lucides. La question n'est pas de savoir si les Etats arabes reconnaissent ou non le droit d'Israël à l'existence. Nous ne cherchons pas à obtenir que les Arabes reconnaissent ce droit à notre pays. Le droit d'Israël à l'existence est absolument identique au leur et ne dépend en rien de leur consentement. Cette expression même a quelque chose d'offensant. Ce que nous recherchons, et ce que devrait favoriser la communauté internationale, ce n'est pas une formule vide de sens, mais un acte significatif. L'acte dont je parle, c'est la négociation et la conclusion de traités de paix par négociation directe entre Israël et les Etats arabes.

27. En adoptant cette politique, nous sommes fidèles aux traditions et aux précédents internationaux. C'est un principe traditionnel du droit international — comme les représentants de la République arabe unie l'ont si souvent fait observer — qu'un état de guerre ne peut prendre fin qu'avec la conclusion d'un traité de paix. Ce principe a été évoqué ici même pour la dernière fois en mai 1967. C'est aussi une tradition universelle que les lignes de cessez-le-feu soient remplacées par des frontières permanentes et que le passage de l'état de guerre à l'état de paix s'effectue par des accords bilatéraux. Chacun des éléments de la politique actuelle d'Israël correspond à l'usage en vigueur entre les nations. Israël se conduit comme tout Etat est habilité à le faire lorsqu'il doit faire face à un état de guerre déclaré qui se manifeste avec brutalité. Sur le plan juridique, Israël ne se trouve pas en position d'accusé.

28. Depuis que la Charte existe, il ne s'est jamais produit un cas tel que celui-ci, où plusieurs Etats ont conspiré pour en faire disparaître un autre de la carte du monde et détruire sa population. L'idée qu'Israël devrait abandonner la ligne du cessez-le-feu en l'absence de tout accord de paix mettant fin à l'état de guerre et fixant des frontières nationales reconnues est à tel point irrationnelle et sans précédent qu'il est surprenant de l'entendre exposer. Cette idée ne pouvait naître que dans l'atmosphère d'anomalie qui domine la discussion arabo-israélienne. Depuis près de 20 ans, il est admis que les Etats arabes peuvent agir à l'égard d'Israël comme s'il y avait la guerre, alors qu'Israël doit agir à leur égard comme si la paix régnait. De toute évidence, ce temps est révolu. Il est plus légitime d'échapper au siège et au blocus que de les imposer.

29. Une étude du discours du Ministre des affaires étrangères de la République arabe unie montre qu'il serait absurde de remplacer le cessez-le-feu par autre chose que la paix. Si nous devons suivre son avis, nous entrerions

¹ Documents officiels de l'Assemblée générale, cinquième session extraordinaire d'urgence, Séances plénières, 1533ème séance, par. 115.

consciemment dans la phase initiale du prochain conflit. Ce serait un nouveau blocus de la côte sud d'Israël. Ce serait l'immunité pour les incursions terroristes venant de Gaza si cette zone était réoccupée. Ce serait à nouveau l'enfer de l'insécurité sur les hauteurs de Golan et en haute Galilée. Ce serait à tout moment la possibilité de concentrations menaçantes de troupes dans le Sinaï. Ce serait l'établissement d'une frontière militaire déchirant Jérusalem entre deux souverainetés rivales. Après les dangers et les sacrifices qu'il a connus, Israël redeviendrait vulnérable. En l'absence d'un traité de paix fixant définitivement les frontières, il régnerait une tension permanente résultant de revendications territoriales réciproques. Tout serait ambigu, provisoire, précaire et rien ne serait résolu.

30. On devrait examiner cette politique en tenant compte du discours prononcé par le président Nasser à la conférence de Khartoum, dans lequel il déclarait en effet que le retrait d'Israël devrait être obtenu par des moyens politiques parce que les Etats arabes n'étaient pas suffisamment forts pour l'obtenir par des moyens militaires. Une fois effectué le retrait sans négociation ni réconciliation avec Israël, a-t-il ajouté, les forces terrestres et aériennes de l'Egypte, rééquipées avec des armes soviétiques, pourraient recourir à l'intimidation ou à la force pour inaugurer le stade suivant de pressions conduisant à la "reconquête de la Palestine". Une partie de cette opinion a été alors entérinée par le roi Hussein. L'idée centrale de ce discours était d'obtenir un répit et non une solution définitive.

31. Les membres du Conseil de sécurité constateront que le Ministre égyptien des affaires étrangères n'a fait aucune promesse en contrepartie de ce qu'il a demandé. Nous devons présumer, conformément aux plus récentes déclarations, que la politique de la République arabe unie consiste toujours à interdire le canal de Suez aux navires israéliens. Si le Ministre des affaires étrangères de la République arabe unie voulait bien faire une déclaration en sens contraire, elle serait bien entendu accueillie ici avec le plus grand intérêt. Nous devons aussi présumer que la République arabe unie a pour politique de considérer le golfe d'Akaba comme une voie d'eau arabe intérieure, de maintenir un boycottage économique en exerçant des pressions sur les autres pays et de conserver des revendications territoriales après le retrait qu'elle s'efforce d'obtenir. Le représentant de l'Egypte n'est pas revenu sur l'affirmation qu'il a faite ici même l'été dernier et selon laquelle son gouvernement considère qu'Eilat ne fait pas partie d'Israël. Le Ministre des affaires étrangères de la République arabe unie est-il en mesure de revenir sur cette affirmation ? Si la politique antérieure de l'Egypte en ce qui concerne le canal, le golfe d'Akaba et le droit de contester les limites territoriales a changé, le Ministre des affaires étrangères voudrait-il l'annoncer ici-même ? Il n'en a rien fait. Il n'a pas répondu aux questions précises que je lui ai posées du haut de la tribune de l'Assemblée générale et, dans son discours du 9 novembre, il a donné l'impression d'imposer un règlement punitif à un Etat d'Israël qui aurait été vaincu. Tel n'est pas son droit et telle n'est pas notre situation.

32. La sévérité de ce verdict n'est pas atténuée par la nostalgie de la République arabe unie à l'égard de la Convention d'armistice de 1949. Lorsque le Ministre des affaires étrangères de ce pays déclare qu'il veut revenir à

cette convention c'est une menace qu'il profère et non pas une promesse, car cette convention n'a été appliquée et ne peut l'être qu'en fonction de l'interprétation qu'en donne la République arabe unie. Il y a longtemps que ce pays l'a transformée en une formule de belligérance prescrivant le recours au blocus, l'irrédentisme et le refus de faire la paix. Devant le Conseil de sécurité l'ambassadeur El Kony a fort justement indiqué, le 29 mai dernier, que cette convention reposait uniquement sur des considérations militaires. Il a aussi précisé, à cette occasion, que "l'existence d'un état de guerre entre les parties est nettement et expressément indiquée dans l'article IV, paragraphe 3" et que "la conclusion d'une convention d'armistice partiel ou général ne met pas fin à l'état de guerre" [1343ème séance, par. 90 et 87].

33. Ainsi, chaque fois qu'un représentant de la République arabe unie évoque la Convention de 1949 nous devrions savoir ce qu'il entend. La République arabe unie a déclaré, publié et proclamé que cette convention était compatible avec la doctrine de l'état de guerre, la non-reconnaissance de la souveraineté, l'encouragement aux incursions terroristes, l'absence de solution des revendications territoriales et l'espoir toujours vivace d'aboutir à la destruction d'Israël. Nous sommes las de contester les interprétations de la République arabe unie. Nous les acceptons; nous acceptons la signification que la République arabe unie a toujours voulu donner à la Convention de 1949 : l'absence de paix, le blocus maritime et le prélude à une guerre totale et définitive. C'est pour cette raison que cette convention est discréditée depuis longtemps. Selon la conception égyptienne elle constituait un système réglementé d'hostilités unilatérales.

34. Nous n'avons donc rien à voir à cette convention ou ses mécanismes, ni à tout autre système analogue, générateur d'anarchie juridique. La seule possibilité juridique qui s'offre maintenant à nous est une paix complète et déclarée. Pourquoi ignorer ce fait ? On a tout essayé, sauf la paix. On a essayé la guerre trois fois; cessez-le-feu, trêves et armistices se sont succédé pendant 19 ans pour n'aboutir en définitive qu'à la violence. Une seule chose n'a pas encore été essayée : c'est la paix. L'heure est venue de tenter cette expérience nouvelle de la paix.

35. Il est à la fois significatif et inquiétant de constater qu'après 20 ans de guerre et d'armistice précaire il soit encore nécessaire de démontrer que le cessez-le-feu ne peut être remplacé, à l'heure actuelle, que par un traité de paix. Mon ami, le Vice-Premier Ministre et Ministre des affaires étrangères d'Irlande a déclaré le 27 juin que "le seul espoir d'éviter une autre conflagration dans cette région est qu'Israël et les Etats arabes négocient et signent rapidement un traité permanent de paix"².

36. Pourtant jusqu'à présent cette idée simple et précise n'a jamais encore été exprimée dans un projet de résolution ou un document de travail. La proposition qui s'en approche le plus a été formulée par le Ministre des affaires étrangères du Brésil, lorsqu'il a suggéré en septembre dernier que les Etats arabes et Israël ratifient le même jour la signature d'un traité de paix et l'ordre d'évacuation de la ligne du cessez-le-feu.

² *Ibid.*, 1538ème séance, par. 39.

37. De même qu'il faut, paradoxalement, déployer des efforts considérables pour persuader les instances internationales de la nécessité de préconiser des traités de paix, de même il est indispensable de prouver que défendre la théorie de la négociation n'est pas un objectif extravagant et quelque peu déraisonnable. C'est l'aspect le plus extraordinaire de l'évolution récente de la situation. La jurisprudence des Nations Unies à l'égard du problème des négociations ne cesse de régresser depuis de nombreuses années.

38. Il y a 19 ans, l'Assemblée générale a invité les Etats arabes et Israël "à rechercher un accord par voie de négociations, ... en vue d'un règlement définitif de toutes les questions sur lesquelles ils ne se sont pas encore mis d'accord". C'était là le texte de la recommandation adoptée par l'Assemblée générale le 11 décembre 1948 [*résolution 194 (III)*]. Cet appel a été de nouveau lancé par l'Assemblée générale en des termes identiques le 14 décembre 1950 [*résolution 394 (V)*] et le 26 janvier 1952 [*résolution 512 (VI)*]. Cette dernière résolution précisait que "c'est aux gouvernements intéressés qu'il appartient au premier chef de s'entendre pour trouver une solution ... à leurs différends qui ne sont pas encore réglés"; voilà ce que disait l'Assemblée générale des Nations Unies il y a 15 ans.

39. Le 11 août 1949, après avoir approuvé les conventions d'armistice général, le Conseil de sécurité a exprimé l'espoir que les Etats signataires parviendraient "rapidement" à un accord par voie de négociations conduites soit par la Commission de conciliation pour la Palestine, soit directement, en vue de trouver une solution à toutes les questions encore en suspens entre eux [*résolution 73 (1949)*].

40. Le 17 novembre 1950, le Conseil de sécurité commençait manifestement à penser que l'armistice n'avait que trop duré. En conséquence, il a rappelé à l'Egypte, à Israël et à la Jordanie leur obligation de négocier une paix permanente [*résolution 89 (1950)*]. Le 18 mai 1951, visiblement troublé par le fait que l'armistice avait duré deux années entières, le Conseil de sécurité a exprimé sa "préoccupation" de voir que la Syrie et Israël n'avaient pu parvenir à passer de l'état d'armistice à celui d'une "paix permanente" [*résolution 93 (1951)*].

41. Aujourd'hui, une vingtaine d'années après, le Conseil de sécurité et l'Assemblée générale ne peuvent ni agir ni même parler de la négociation d'une paix permanente. On a laissé les Etats arabes bannir le mot "négociation" du vocabulaire des Nations Unies. Aucune délégation n'a permis que ce terme fatal apparaisse dans l'un quelconque des textes qui nous ont été soumis. L'idée de négociation, qui est l'un des principes de la Charte, est représentée comme une excentricité des Israéliens. Il semble même qu'il se soit produit pis encore. En effet, on décrit parfois la négociation comme un beau rêve, mais qui serait hors du domaine du raisonnable. Le 22 juin dernier, le Ministre des affaires étrangères de France a déclaré :

"... Comment imaginer que ces pays arabes qui, depuis 20 ans, se refusent à négocier avec Israël, quel que soit le choc qu'ils ont subi, peut-être même à cause de ce choc, soient aujourd'hui davantage qu'hier prêts à traiter³ ?"

42. Il me semble — et je le dis très respectueusement — que l'un des facteurs qui compliquent la négociation est le fait que des hommes d'Etats éminents proclament qu'elle est impossible. Cette prédiction contribue à créer les conditions qu'elle annonce. Aussi, lorsque le représentant de la France nous affirme, le 9 novembre, qu'il serait "illusoire" d'avoir des négociations sans retrait des forces armées, ne puis-je qu'inviter le Conseil à se rendre compte qu'il est illusoire de croire qu'il y aurait un retrait sans négociations. En tout cas, tous les précédents internationaux connus confirment cette manière de voir.

43. Je n'ai jamais entendu dire qu'un accord de quelque importance ait été conclu sur un sujet quelconque par des gouvernements qui évitent de se rencontrer. Lorsqu'il n'y a pas de choc, on nous dit que la négociation est inutile, et, lorsqu'il y a choc, on nous dit qu'elle est illusoire. Je ne crois pas que le Conseil de sécurité soit capable de favoriser un progrès sensible en direction de la paix s'il refuse d'affirmer qu'il est inadmissible de refuser la négociation.

44. J'ai évoqué ces notions de paix et de négociation parce qu'elles me paraissent indispensables dans tout énoncé des objectifs du Conseil de sécurité.

45. De plus, le Gouvernement israélien attache la plus grande importance à la nécessité de déterminer, après 19 ans d'ambiguïté, des frontières nationales permanentes et reconnues. C'est là le coeur même du problème israélo-arabe. La question essentielle qu'il convient de négocier dans un règlement de paix est l'établissement de frontières permanentes. A défaut, comment peut-on envisager de sortir de l'impasse ? Ce problème a été exposé avec une extrême précision par le Premier Ministre du Danemark, M. Krag, lorsqu'il a déclaré à l'Assemblée générale, le 21 juin dernier :

"... J'estime donc que le problème du retrait des troupes ne peut pas être envisagé isolément. Ce problème du retrait des troupes est étroitement lié à certains des problèmes politiques les plus brûlants et les plus délicats, tels que le règlement définitif en ce qui concerne les frontières dans la région et la demande d'Israël, comme de tous les Etats de la région, que soit garantie leur intégrité territoriale et politique⁴."

46. Cette observation a été formulée presque au même moment où le Président des Etats-Unis insistait sur la nécessité d'appliquer le principe de l'intégrité territoriale à des frontières nationales acceptées et sûres et non à de fragiles lignes d'armistice. Il y a quelques jours, le représentant du Canada a évoqué le passage de la guerre à la paix, ainsi que la nécessité d'établir des frontières sûres, reconnues et respectées.

47. Le problème est trop grave pour être abandonné à la suite des accusations portées par le Vice-Ministre des affaires étrangères de l'Union soviétique contre ce qu'il qualifie d'expansionnisme israélien. Un coup d'oeil sur la carte de l'Union soviétique telle qu'elle a évolué au cours des 30 dernières années confère un aspect remarquable aux observations formulées par ce pays sur l'inadmissibilité des

3 *Ibid.*, 1531^{ème} séance, par. 101.

4 *Ibid.*, 1529^{ème} séance, par. 73.

changements territoriaux; mais, bien entendu, chaque continent a sa propre expérience et l'expérience du Moyen-Orient est différente de celle des autres. Le 29 mai dernier, le représentant de la Jordanie s'est élevé contre l'emploi de l'expression "intégrité territoriale" appliquée à Israël. Il fondait solidement ses objections en rappelant que la Convention d'armistice de 1949 à 1967 ne fixait pas de frontières, mais une ligne de démarcation. Il a déclaré : "Il n'est donc pas question de "territoires", de "frontières" [1345ème séance, par. 84] puis il a nié le droit absolu d'Israël sur le territoire situé de son côté de la ligne de démarcation.

48. L'ambassadeur El-Farah n'a pas pensé que, pour être applicable, un principe juridique doit avoir un caractère de réciprocité. Il est toutefois certain que rien ne saurait avoir plus nui à la stabilité du Moyen-Orient que ce fait qu'aux termes des conventions de 1949, conclues voici 19 ans, la ligne de démarcation a été fondée seulement sur des "considérations militaires". On n'a rien envisagé de permanent. Tout est resté en suspens. En effet, la Convention d'armistice israélo-égyptienne dispose :

"La ligne de démarcation ne doit nullement être considérée comme une frontière politique ou territoriale; elle est tracée sans préjudice des droits, revendications et positions des deux Parties :... en ce qui concerne le règlement définitif."

Le texte de cette convention prévoit aussi :

"Elles reconnaissent également que l'esprit et les objectifs fondamentaux de l'armistice seraient desservis par un retour aux positions militaires précédemment tenues⁵."

49. Israël ne demande pas au Conseil de sécurité d'appuyer ou de réfuter des vues particulières quant à la manière de négocier l'établissement d'une frontière sûre et reconnue. Nous sommes toutefois en droit de demander qu'il ne soit pas porté préjudice à notre position dans ces négociations inévitables. Il n'est pas pertinent de transposer les doctrines et les expériences territoriales d'un autre hémisphère dans une région où les seuls accords territoriaux qui aient jamais existé ont été fondés seulement sur des considérations militaires. Si les dispositions territoriales fondées sur des considérations militaires sont "inadmissibles", il en est de même pour les territoires occupés par l'Égypte et la Jordanie au mépris des résolutions sur le cessez-le-feu et sur la trêve adoptées en mai 1948. En fait, il en va de même pour l'ensemble du territoire de l'ancienne Palestine sous mandat. Il serait discriminatoire d'appliquer ce principe dans un seul sens. Une doctrine régionale ne peut être transplantée d'un continent sur un autre sans qu'il soit tenu compte de la différence des conditions juridiques prédominantes. Nous devons demeurer dans le cadre du droit et des nécessités qui s'appliquent à notre propre région; celle-ci, pour son malheur, n'a jamais connu que des lignes de démarcation fondées sur des conquêtes militaires ou sur des considérations militaires. La différence est capitale. Qui dit ligne de démarcation dit vulnérabilité; qui dit frontière négociée dit stabilité. Une ligne de démarcation signifie le

maintien de revendications territoriales réciproques; une frontière suppose que, de part et d'autre, l'on y ait renoncé à titre définitif. Il est évident qu'en raison de l'importance de cette question il est du droit absolu de toute partie d'aborder les négociations de paix en insistant pour que la question n'ait pas été préjugée à son détriment.

50. Compte tenu des objectifs que j'ai présentés, ma délégation souhaite formuler des observations sur certains des projets qui ont été soumis au Conseil de sécurité. Notre critère de jugement sera de savoir si oui ou non le texte de ces projets compromet par avance le principe des négociations que nous voulons entreprendre. Le projet de résolution du 7 novembre présenté par l'Inde, le Mali et le Nigéria [S/8227] ne répond pas à notre critère. Il a été conçu et formulé sans qu'Israël soit consulté. Nous l'avons étudié et nous le rejetons entièrement. Israël ne saurait accepter d'abandonner la ligne du cessez-le-feu en l'absence d'un traité de paix définissant des frontières permanentes et sûres. Une telle proposition ne repose sur aucune règle ou tradition du droit international.

51. Le projet des trois pays porte aussi préjudice à la solution de nos problèmes en matière de territoire et de sécurité, car il demande le retrait de nos troupes sans l'assortir d'un traité de paix définitif et fixe la situation territoriale et les conditions de sécurité qui devront s'instaurer après le cessez-le-feu. Une telle exigence n'avait pas été formulée en 1948; en effet, la situation qui devait faire suite au cessez-le-feu devait être négociée entre les parties sous les auspices des Nations Unies. Il appartient aux gouvernements souverains de la région de déterminer par voie de négociations la situation qui succédera au cessez-le-feu.

52. Le passage de ce texte consacré à la liberté de navigation est entièrement compatible avec la doctrine défendue par la République arabe unie quant à l'exclusion des navires israéliens du canal de Suez et avec la définition considérant le golfe d'Akaba comme une voie d'eau arabe. Si tel n'était pas le cas, le texte du projet mentionnerait explicitement la liberté de navigation de tous les Etats, y compris Israël, dans le canal de Suez et le golfe d'Akaba. Compte tenu du rôle joué par la question de la navigation pendant les guerres de 1956 et de 1967, cette obscurité est dangereuse pour la paix. En raison de cette faiblesse fondamentale, Israël a décidé qu'il ne peut accorder ni son assentiment ni son appui ni sa coopération à cette proposition, pas plus qu'aux démarches diplomatiques qui pourraient s'en inspirer. Israël examinera de façon constructive toute proposition fondée sur une paix négociée qui ne porte pas par avance préjudice à nos intérêts fondamentaux. Aucun des projets qui ont été présentés ne met en cause les théories ou la doctrine des pays arabes, ni leur attitude en ce qui concerne le problème d'une négociation. Il devrait en être de même pour nous. De même, le Conseil n'a été saisi d'aucune proposition qui accorde, à notre avis, un poids suffisant à la notion de négociation et d'accord.

53. Il est indispensable qu'à cette étape importante de nos travaux nous comprenions bien les principes qui devraient guider nos actes. Le Conseil de sécurité agit conformément au Chapitre VI de la Charte en vue d'obtenir un règlement pacifique. Il recherche des accords et non pas des solutions

⁵ Procès-verbaux officiels du Conseil de sécurité, quatrième année, Supplément spécial No 3, art. V, par. 2; art. IV, par. 2.

imposées. S'il était en mesure d'imposer quoi que ce soit, il l'aurait fait en ces heures dangereuses que nous avons connues au mois de mai dernier, lorsque les délégations canadienne et danoise ont demandé au Conseil d'agir en vue d'empêcher la tragédie imminente de la guerre.

54. Pourtant, alors que les nuées de la guerre s'amoncelaient rapidement et que le danger couru par Israël alertait la conscience de l'humanité, le Conseil de sécurité était empêché, par sa structure interne et par l'équilibre des forces en présence, de prendre toute mesure ou de prononcer toute parole qui aurait pu éviter le déclenchement d'une guerre imminente. Il n'a offert à Israël ni le moindre appui ni le moindre encouragement lors de l'encerclement et du blocus que ce pays a dû affronter. La paralysie du Conseil de sécurité en ce moment crucial constitue, tout comme le pacte égypto-jordanien et le blocus du détroit de Tiran, l'un des principaux facteurs qui ont amené le président Nasser à se convaincre qu'il pouvait, selon ses propres termes, "ramener la situation à ce qu'elle était avant 1948".

55. Au mois de mai, le représentant de la République arabe unie, avec l'appui des représentants de l'Union soviétique et de la Bulgarie au Conseil de sécurité, a demandé au Conseil de ne pas intervenir, en prétendant qu'il n'y avait aucune raison pour que le Conseil perde son temps à se réunir. Tel était leur point de vue au cours de la troisième semaine de mai 1967.

56. Pendant la dernière semaine de mai nous avons eu ce spectacle incroyable d'entendre les représentants de l'Union soviétique, de la Bulgarie et des pays arabes alléguer qu'il n'y avait aucune raison pour que le Conseil de sécurité fasse quoi que ce soit, qu'il n'y avait aucun motif de préoccupation — si ce n'est, sur trois fronts, une concentration meurtrière de troupes contre Israël, si ce n'est un blocus maritime en règle, si ce n'est la déclaration de l'état de guerre et la proclamation par le président Nasser de son intention de détruire entièrement l'Etat d'Israël. Les Etats arabes ont réussi alors à obtenir du Conseil de sécurité la non-intervention qu'ils recherchaient. Ils lui demandent maintenant d'intervenir pour les sauver de cette réussite. La République arabe unie dit en fait au Conseil de sécurité : "Ecartez-vous de mon chemin lorsque je veux faire la guerre à Israël; venez à mon secours si l'entreprise échoue."

57. De toute évidence, ce n'est pas là le rôle du Conseil. J'ai été frappé par le poids des arguments qui ont été exprimés ici-même, le 9 novembre, en faveur d'un consensus auquel les parties pourraient adhérer parce qu'elles auraient le sentiment que leur position n'était pas compromise par avance. C'est là, à mon avis, la seule méthode raisonnable que l'on puisse encore appliquer avec quelque espoir de succès.

58. Lorsque le représentant de l'Inde a présenté le projet de résolution triparti, j'ai été surpris de constater qu'il n'attachait pas d'importance à la question de savoir si la coopération d'Israël avait été recherchée ou si elle pouvait être escomptée. J'en ai été surpris car, dans la jurisprudence des Nations Unies, son gouvernement a toujours vivement insisté sur la nécessité d'obtenir l'assentiment des parties à tout effort entrepris par les Nations Unies en matière de règlement pacifique.

59. C'est ainsi, par exemple, que le représentant de l'Inde a déclaré le 24 janvier 1957 :

"... Il n'y a que deux méthodes pour parvenir à un règlement. La première consiste à l'imposer, et j'affirme que l'Organisation des Nations Unies n'en a pas le droit, aux termes de la Charte. La seconde consiste en un accord des deux parties. Donc, aujourd'hui, adopter une résolution qui réaffirme quelque chose que l'une des parties a rejeté et qui confirme un grand nombre de résolutions que nous avons rejetées... ce n'est, à notre avis, guère servir les fins de l'Organisation des Nations Unies, ni faciliter l'accomplissement des tâches qui ont été confiées au Conseil de sécurité." [765^{ème} séance, par. 140.]

Le 15 février 1957 il a ajouté :

"... Toute tentative pour s'ingérer dans cette affaire ou ne pas permettre que la question soit résolue par des négociations directes... constituerait une erreur." [769^{ème} séance, par. 175.]

Le 20 février 1957, le représentant de l'Inde a précisé :

"[Ceux] qui sont à l'origine de ce projet de résolution qu'ils présentent maintenant avec d'autres membres, savaient, de sources privée et publique, que le Gouvernement indien ne saurait en aucun cas accepter une telle solution. Présenter une proposition qui requiert l'assentiment de toutes les parties en présence, alors que le Gouvernement de l'Inde a fait savoir qu'il ne l'acceptera pas, revient à ne pas tenir compte de ce que nous avons dit ou à croire que, par la persuasion, on arrivera à nous faire renoncer à nos principes. Je pense qu'aucune de ces déductions n'est justifiée." [773^{ème} séance, par. 79.]

Le 7 mai 1964, le Ministre des affaires étrangères de l'Inde, M. Chagla, a déclaré :

"J'adresserai au Conseil de sécurité un dernier appel : qu'il comprenne enfin que le différend entre l'Inde et le Pakistan ne peut être résolu que par ces deux pays et qu'il y a plus de chances de règlement si aucune tierce partie n'intervient. Aucune solution imposée de l'extérieur ne saurait être la bonne." [1113^{ème} séance, par. 61.]

Et, le 12 mai 1964, il a déclaré :

"Si le Conseil se soucie vraiment du maintien de la paix et des relations internationales, il faut qu'il se garde d'imposer une solution aux deux pays ou d'intervenir dans les pourparlers ou discussions que nous pourrions engager." [1115^{ème} séance, par. 35.]

60. Ces doctrines présentent une validité irréprochable. Mais Israël, comme l'Inde, est un Etat souverain depuis près de 20 ans et ses intérêts fondamentaux ne devraient ni ne sauraient être déterminés sans son consentement. En outre, il est un critère par lequel Israël se distingue de tout autre Etat. Il est bon que j'en parle avec franchise. Seul dans la famille des nations, Israël lutte non pas pour un intérêt secondaire ou pour un objectif qui lui est cher, mais pour son existence même et pour sa survie. Tous ceux qui possèdent une conscience sensible ou qui ont le sens de

l'histoire ne peuvent manquer d'accorder une attention toute particulière à cette considération.

61. La presse arabe est déjà pleine d'articles sur la façon dont Israël peut encore être détruit dans une deuxième étape, s'il est possible, au stade actuel, de l'amener par la persuasion ou par la force à revenir sur les positions qu'il occupait le 4 juin 1967 et ce, en l'absence de tout accord de paix et de la délimitation d'une frontière permanente.

62. Nous avons appris cet été à prendre au sérieux les déclarations officielles des Arabes. De plus, lorsque la survie d'Israël est en cause, un grand nombre de souvenirs affluent à la conscience humaine, souvenirs d'holocaustes et de massacres pour lesquels le seul abri, la seule consolation, sont la souveraineté et la sécurité d'Israël. Ce n'est donc pas une question que l'on puisse traiter à la légère. Les dirigeants d'Israël doivent orienter leurs actes en fonction d'une responsabilité qu'ils sont seuls à détenir. On ne peut espérer leur coopération que pour des idées qui ne mettent pas en danger la sécurité et la paix de leur nation.

63. Si le Conseil de sécurité souhaite que nous envisagions la nomination d'un représentant des Nations Unies, nous estimons qu'un tel représentant ne pourrait jouer un rôle utile en rapprochant les parties que si les directives ou le mandat qui lui seront assignés ne préjugent pas notre politique ou notre position au sujet d'une négociation. En fait il est nécessaire que ces instructions ou ce mandat ne gênent pas la position de l'une quelconque des parties ou son attitude en matière de négociations.

64. Si je formule cette observation, c'est parce que nous ne voulons pas rester immobiles. Nous voulons faire avancer la cause de la paix, mais avec prudence et dans une direction sûre. Nous estimons que la négociation directe d'un règlement pacifique est non seulement possible mais inévitable. Nous nous fondons sur l'hypothèse qu'il est inadmissible de refuser d'engager des négociations dans un différend international. Comme le Premier Ministre du Royaume-Uni l'a déclaré à l'Assemblée générale, voici deux ans, "les ennemis de la négociation sont les ennemis de la paix"⁶.

65. Pour nous une négociation de paix n'est pas un principe abstrait. Nous avons des propositions sérieuses et constructives à communiquer aux Etats qui nous entourent. Ces propositions seraient favorables aux intérêts et à l'honneur national de tous les Etats parties aux négociations. Nous devrions, bien entendu, être prêts à entendre les idées que nous présenterait directement l'autre partie et à y répondre. Nous avons une vision concrète de ce que signifie la paix pour la vie quotidienne de notre région : des relations pacifiques au lieu d'actes de violence, un dialogue normal au lieu de menaces belliqueuses, un commerce prospère au lieu de boycottages et de blocus, un développement régional intensif au sein d'une communauté d'Etats souverains, une manière constructive et pleine de compassion d'aborder les problèmes de population créés par deux décennies de guerre et de belligérance de la part des Arabes, un souci respectueux, formellement exprimé, pour les

intérêts spirituels universels, la disparition du fardeau écrasant imposé par la course aux armements, la possibilité de consacrer les efforts des Arabes et des Israéliens, libérés des conflits militaires et des rancunes politiques, à l'amélioration du sort de l'humanité tout entière. Ce ne sont pas là des objectifs impossibles; ils sont à notre portée. Nous maintiendrons notre position jusqu'à ce que nous les ayons atteints, mais c'est à la réalisation de ces objectifs et à la réalisation de la paix que nous consacrerons tous nos efforts, quelle que soit la longueur de la route à parcourir.

66. Le PRESIDENT : Je donne la parole au représentant de la Jordanie.

67. M. RIFA'I (Jordanie) *[traduit de l'anglais]* : La question dont le Conseil est saisi aujourd'hui est une question de principe qui touche au fondement même de l'Organisation des Nations Unies. Elle définit le problème qui est soumis à l'examen du Conseil depuis cinq mois. La réponse du Conseil déterminera le cours futur des événements au Moyen-Orient ainsi que l'image que l'on se fait des Nations Unies dans le monde. Les Etats Membres de cette organisation sont-ils prêts à se montrer fermes et à prendre une décision claire, ou vont-ils éluder leurs responsabilités et, en restant inactifs, laisser les choses traîner en longueur jusqu'à ce qu'elles conduisent à l'échec, la confusion et une situation arbitraire fondée sur des activités militaires ?

68. Le Conseil a été invité à se réunir en session d'urgence pour fournir une réponse et un remède à la question fondamentale que voici : l'occupation ou l'acquisition de territoires par la conquête militaire est-elle admissible aux termes de la Charte et de l'ordre international ? Si la réponse est négative, les bases mêmes de la paix seront établies et les Nations Unies apparaîtront comme le centre où s'harmonisent les actes des nations en vue de la réalisation des principes et des objectifs de la Charte. Si la réponse est affirmative, je dois alors demander en toute équité quelle est l'utilité de cette organisation si elle n'est pas capable d'appliquer ses principes ou de réaliser ses objectifs, et si elle ne peut jouir des fruits des efforts acharnés qu'elle a déployés au cours des 22 dernières années.

69. Les membres du Conseil se rappelleront que la résolution 233 (1967) du Conseil de sécurité, adoptée au début des hostilités, demandait, à titre de première étape, de prendre immédiatement toutes mesures en vue d'un cessez-le-feu immédiat et d'une cessation de toutes activités militaires dans la région. De toute évidence, cette résolution était le prélude de quelque chose de fondamental qui était censé suivre, à savoir l'évacuation des territoires acquis par la conquête militaire, afin de créer un état de choses qui permettrait de rétablir la paix et la justice dont cette région du monde est privée depuis 20 ans. Au lieu de cela, nous constatons que nous en sommes au même point aujourd'hui que le jour où nous nous sommes réunis pour la première fois au Conseil : le problème n'est toujours pas résolu et des efforts diplomatiques de sens contraire ont remplacé les mesures urgentes et positives qui s'imposaient. Pendant tout ce temps, l'attitude de défi d'Israël s'est consolidée.

70. Dans sa résolution 237 (1967) du 14 juin, le Conseil de sécurité a prié le Gouvernement israélien d'assurer la

⁶ Documents officiels de l'Assemblée générale, vingtième session, Séances plénières, 1397ème séance, par. 43.

sûreté, le bien-être et la sécurité des habitants des zones où des opérations militaires ont eu lieu et de faciliter le retour des habitants qui se sont enfuis de ces zones depuis le déclenchement des hostilités. Israël ne s'est pas conformé à cette résolution et, sur les 200 000 personnes qui ont fui de l'ouest vers l'est de la Jordanie, il n'en a autorisé que 14 000 à revenir.

71. Dans ses résolutions 2253 (ES-V) et 2254 (ES-V), l'Assemblée générale profondément préoccupée par la situation qui existe à Jérusalem du fait des mesures prises par Israël pour modifier le statut de la ville, a considéré que ces mesures n'étaient pas valides et demandé à Israël de rapporter toutes les mesures déjà prises et de s'abstenir immédiatement de toute action qui changerait le statut de Jérusalem.

72. Au mépris de ces résolutions, le Premier Ministre d'Israël a pris la parole à la Knesset, le 30 octobre 1967, pour annoncer que le plan principal de son gouvernement était de construire, dans la vieille ville de Jérusalem, 1 500 logements pour abriter des Juifs qui viendraient du monde entier. Je rappellerai à cet égard que les Juifs ne possèdent pas un seul mètre carré de la vieille ville de Jérusalem. Les terres de la Vieille Ville et des alentours appartiennent à 100 p. 100 à des Arabes.

73. Chacun sait qu'Israël ne reconnaît pas ces résolutions et continue de ne tenir aucun compte des vœux et des décisions de l'Organisation à laquelle il doit pourtant son existence. Nous sommes bien obligés de nous demander quelles sont les raisons de cette attitude. C'est simplement qu'Israël semble puiser son esprit de défi dans les atermoiements, les retards constants du Conseil, qui n'agit pas avec la fermeté compatible avec la mission que lui ont confiée les Membres de l'Organisation.

74. C'est là que réside la tragédie — tragédie qui mènera au danger et qui créera un précédent qui menace l'existence même des petites nations désarmées.

75. Nous sommes maintenant parvenus à un point où le facteur temps joue un rôle capital. Les délégations arabes sont venues une première fois, à la cinquième session extraordinaire d'urgence de l'Assemblée générale, pour demander qu'Israël retire immédiatement toutes ses troupes de tous les territoires sur lesquels elles se trouvent et les ramène sur les positions qu'elles occupaient avant le 5 juin 1967. Il est évident que le principe du retrait immédiat a recueilli l'appui de tous les membres de l'Assemblée générale des Nations Unies. Dans l'introduction à son rapport annuel à l'Assemblée générale, le Secrétaire général déclarait :

“... Il y a le problème immédiat et si difficile du retrait des forces armées israéliennes du territoire des Etats arabes voisins qu'elles ont occupé lors des récentes hostilités. Presque tout le monde est, en principe, d'accord sur ce point, car chacun convient qu'il ne doit pas y avoir de gains territoriaux dus à la conquête militaire. On aboutirait, à mon avis, à des conséquences désastreuses si les Nations Unies devaient transiger sur ce principe fondamental ou y renoncer⁷.”

⁷ *Ibid.*, vingt-deuxième session, Supplément No 1A, par. 47.

76. Le retrait des forces israéliennes de tous les territoires arabes a été le point central de toutes les déclarations présentées au Conseil de sécurité et à l'Assemblée générale. Tous les membres ont voté en faveur du retrait de toutes les troupes israéliennes des territoires qu'elles occupent à la suite du récent conflit armé. Néanmoins, l'Organisation et les Etats qui en sont Membres n'ont pas été à même d'empêcher que le principe du retrait ne soit noyé dans des arguments étrangers à la valeur intrinsèque de ce principe fondamental. En conséquence, nous avons dû présenter une deuxième demande pressante en vue de sauvegarder la paix dans notre région et d'assurer la survie des Nations Unies.

77. Nous sommes à nouveau devant le Conseil de sécurité; notre position n'a pas changé sur le plan politique et nous sommes hautement conscients des conséquences qu'entraînerait un nouvel échec des Nations Unies si celles-ci ne parvenaient pas à assurer le maintien de la paix et de la sécurité internationales.

78. La récente conférence au sommet que les pays arabes ont tenue à Khartoum pour examiner le problème a fait ressortir un fait essentiel. Elle a montré combien les Etats arabes se sentent responsables de la paix et de la stabilité de leur région et même du monde entier. Si le Conseil de sécurité est à même de comprendre comme il convient la politique et l'esprit de la conférence de Khartoum, s'il prend les décisions appropriées pour remédier à la situation, la paix pourra s'établir au Moyen-Orient. Dans le cas contraire, toute attitude modérée ou conciliante des Etats arabes pour résoudre le conflit actuel se révélerait, je le crains, fort illusoire. Nous cesserons alors de nous tourner vers l'Organisation des Nations Unies pour demander le retrait des forces d'agression qui occupent nos territoires. Dans ce cas, nous devrions retourner auprès de nos peuples et leur expliquer qu'ils n'ont d'autre possibilité que de mobiliser tous leurs efforts, d'employer leurs propres ressources et de s'organiser en vue d'éliminer l'agression israélienne, quel qu'en soit le prix et quels que puissent être les sacrifices nécessaires.

79. Les membres du Conseil de sécurité, ainsi que divers groupes et représentants qui n'en font pas partie, ont procédé à des consultations intensives et prolongées en vue de parvenir à un accord sur la décision que devrait prendre le Conseil à l'issue du présent débat. Nous avons clairement indiqué notre position au cours de ces consultations et dans les discussions qui ont eu lieu au sein du Conseil et en dehors de celui-ci. Nous sommes fermement et sincèrement convaincus que, dans la crise actuelle du Moyen-Orient, la première condition requise pour la création d'un état de paix est sans aucun doute la cessation de l'occupation militaire israélienne et le retrait des troupes israéliennes de tous les territoires arabes qu'elles occupent depuis le 5 juin.

80. La moitié de mon pays est maintenant occupée par Israël à la suite de sa conquête militaire. Sur la rive occidentale du Jourdain, un million de Jordaniens sont l'objet de persécutions, de tortures et d'intimidations de la part des autorités militaires israéliennes. Sur la rive occidentale du Jourdain, mes compatriotes ont été ruinés par l'occupation israélienne, tous ont souffert, mais ils sont tous décidés à rester Jordaniens.

81. Le développement de la rive occidentale du Jourdain n'a pas d'égal dans toute la région. Au cours des 19 dernières années, des villes et des cités se sont constituées avec des habitations modernes, des hôtels, des hôpitaux, des écoles, des jardins, des usines et autres établissements dont une nation peut s'enorgueillir. Ces villes et cités se sont développées grâce au travail acharné d'hommes et de femmes qui ont pris un emploi dans diverses parties du monde afin de pouvoir construire leur foyer sur les terres proches de celles dont leurs pères avaient été chassés il y a quelque 19 ans. La grande évolution qu'a connue la rive occidentale du Jourdain est un hommage au peuple jordanien et à sa ferme détermination de vivre dans la paix et la prospérité. Il nous suffit de regarder la Jérusalem arabe pour voir combien elle s'est développée. Des villes telles que Naplouse, Ramallah, Beit Hanina, Shuafat, Hébron, Bethléem et Jéricho ne sont que quelques exemples des magnifiques réalisations de notre peuple.

82. Dans le domaine économique, la prospérité et le développement obtenus en une si courte période ne sauraient être décrits. Quant à l'enseignement, nous avons, sur la rive occidentale du Jourdain, quelque 40 000 à 50 000 hommes et femmes qui achèvent leurs études chaque année. La plupart d'entre eux prennent des emplois dans diverses parties du monde arabe et contribuent de façon appréciable au développement général que connaît le Moyen-Orient. Ces hommes et ces femmes gagnent leur vie par un travail acharné et résolu afin d'assurer la subsistance de leur famille sur la rive occidentale du Jourdain et de donner un essor magnifique à leur pays.

83. Maintenant que le Conseil connaît tous ces faits, l'Organisation des Nations Unies, qui a été fondée pour assurer le bien-être de l'homme, peut-elle refuser d'assumer ses responsabilités et laisser ébranler et détruire toute la vie et l'existence de ces millions de Jordaniens par suite de la conquête militaire et de l'asservissement imposés par la force des armes ?

84. Nous voulons la paix dans notre région, car cette condition est essentielle à la sauvegarde de notre civilisation et à la poursuite des progrès que nous avons déjà réalisés. En fait, toutes nos dispositions de sécurité collective revêtent un caractère défensif — défensif à l'égard de toute attaque armée et inattendue d'Israël contre tout ou partie de nos territoires. Cependant les Israéliens continuent de répéter des arguments étrangers à la question et fallacieux pour justifier leur occupation militaire et leur refus persistant d'évacuer les territoires qu'ils ont conquis par l'agression. Ils prétendent qu'un retrait sans garanties suffisantes de ce qu'ils appellent la paix et la sécurité futures de la région est inacceptable.

85. Quel est le principal danger qui menace la paix et la sécurité de la région ? Quelle a été la source essentielle d'instabilité et la cause de la fréquence des conflits ? Quelles sont les garanties réelles de la paix future ? Pendant de nombreuses années, les peuples de la région ont vécu dans la paix et la tranquillité. Ce n'est que depuis les 20 dernières années que le monde a senti la paix menacée par le Moyen-Orient.

86. La paix et la sécurité de notre région sont essentiellement menacées par ces deux facteurs. Le premier est

constitué par la politique expansionniste systématiquement pratiquée par Israël sur la base de l'agression militaire, comme l'indiquent clairement les activités passées d'Israël. D'un bout à l'autre, l'histoire d'Israël montre l'expansion systématique de ce pays aux dépens des territoires arabes.

87. Il faut y ajouter une nouvelle expansion d'Israël dans les zones démilitarisées établies par les Nations Unies, ses attaques répétées, lancées contre les pays arabes voisins sous prétexte de représailles ou de prétendus raids punitifs, l'élimination de plusieurs villages arabes et le massacre de leurs habitants, notamment sur le front jordanien, et deux attaques de grande envergure, suivies de l'occupation de vastes territoires arabes, en 1956 puis en 1967. Ces manifestations de la politique de violence et d'expansion systématiquement menée par Israël sont les événements les plus graves qui se sont produits dans la région et ont été chaque fois décrits comme étant — ce qu'ils étaient en fait — une menace pour la paix et la sécurité de la région et du monde entier. Dans tous ces cas, l'agresseur était Israël, les pays arabes voisins étant les objectifs et les victimes. Dans tous ces cas, c'est la sécurité des pays arabes, et non pas celle d'Israël, qui a été menacée et mise en péril. Les Nations Unies connaissent ce fait, qui figure dans les annales et les comptes rendus de l'Organisation.

88. Depuis 19 ans, des centaines de milliers d'Arabes innocents vivent dans des camps, loin de leurs foyers et de leur terre natale, grâce à des aumônes internationales dispensées avec parcimonie. Depuis 19 ans, les frontières arabes servent de cible aux attaques militaires et agressives d'Israël et des citoyens arabes sont tués et assassinés de sang-froid. Depuis 19 ans, nos ressources naturelles, nos biens et nos revenus sont entre les mains des Israéliens. Depuis 19 ans, nous soumettons au Conseil de sécurité plainte après plainte contre les agressions et la belligérance d'Israël. Nous avons toujours adopté une attitude normale et un comportement pacifique. C'est Israël qui s'est déclaré partisan de la paix, mais a pratiqué la guerre et la violence. Si Israël éprouve aujourd'hui, comme par le passé, un sentiment d'insécurité, c'est simplement parce qu'il se rend compte, tout naturellement et à juste titre, que cette politique de violence et d'agressions perpétuelles ne peut faire qu'Israël soit considéré avec bienveillance ni légaliser l'acquisition de ses prises de guerre.

89. Le deuxième facteur qui constitue une menace pour la paix et la sécurité de la région et du monde est le suivant : pendant 20 ans, symbole vivant de la tragédie palestinienne, les principales victimes des injustices flagrantes commises à l'encontre des Arabes de Palestine, dépossédés et déplacés, ont lutté pour leurs droits et leur avenir, mais on a refusé jusqu'à présent de leur faire justice. Malgré leur droit inaliénable de rentrer dans leurs foyers et de retrouver leur ancienne existence et leurs biens, et encore que les Nations Unies aient renouvelé à maintes reprises les résolutions reconnaissant ce droit et ordonnant leur rapatriement et leur indemnisation, Israël continue de méconnaître ce droit et de se moquer des résolutions des Nations Unies. Depuis 20 ans, ce problème ne cesse de se poser, dans les manifestations de la vie de la région, à l'échelon humain, politique, économique et international. Il persistera tant que la conscience mondiale et les efforts internationaux n'exerceront pas le poids de leur influence sur Israël.

L'injustice engendre la révolte, et la révolte des peuples et des nations est un symptôme du déclin du système international et de la dégradation de la paix mondiale.

90. Quel genre de paix peuvent envisager les Israéliens alors qu'Israël continue d'ignorer et de bafouer les résolutions des Nations Unies relatives au problème créé directement et exclusivement par Israël du seul fait de sa naissance ? Les porte-parole israéliens n'ont pas le droit d'aspirer à la paix alors qu'ils refusent d'accepter les conditions préalables à cette dernière. Ils ne sauraient invoquer le droit à la sécurité et détruire, par leurs actes et leur position, les bases mêmes de la paix.

91. Les Arabes, de leur côté, n'ont pas compromis la paix. Malgré un sentiment profond et persistant d'injustice, les Arabes se sont montrés modérés dans leurs actes comme il convient à une nation traditionnellement attachée aux valeurs et aux doctrines de la paix. La seule expression tangible — et peut-être ne l'est-elle pas tellement — de leur belligérance a été, au cours de ces 20 années, l'attitude ferme et intransigeante qu'ils ont prise en refusant de légitimer une injustice persistante et en s'abstenant de reconnaître une situation injuste et illégale.

92. Quelle menace y a-t-il là pour la paix et la sécurité du monde et de la région ? L'insécurité d'Israël est d'origine intérieure; elle provient d'un sentiment de culpabilité, du sens qu'a Israël de défendre de manière irrationnelle une politique futile de violence et d'agression, du sentiment que les forces internationales qui ont appuyé jusqu'à présent la politique israélienne l'ont fait soit par ignorance des faits, soit en raison d'un système de manœuvres sionistes qui ne connaîtra probablement pas toujours le succès.

93. L'attitude des Arabes n'est pas à la source de l'instabilité de la région; elle n'est pas davantage opposée à l'instauration d'une paix véritable. Les porte-parole israéliens emploient donc un argument fallacieux et dénué de tout fondement lorsqu'ils affirment que l'évacuation des territoires arabes occupés n'entraînera pas nécessairement la paix. Le retrait d'Israël de notre territoire est en soi un acte nécessaire et juste. C'est aussi une condition préalable à l'établissement de la paix dans la région et dans le monde. Il appartient au Conseil de sécurité et aux Nations Unies d'y parvenir, car c'est dans cette organisation que le problème a pris naissance. Seuls les efforts constructifs déployés par les Nations Unies pour corriger l'erreur commise il y a 20 ans et pour appliquer leurs principes et leurs résolutions permettront de réaliser une paix juste et durable.

94. L'opinion mondiale a partout appuyé le bien-fondé de notre thèse, qui fournit une base solide à l'instauration d'une paix équitable.

95. Le 20 février 1957, le président Eisenhower a déclaré : "Une nation qui attaque et occupe un territoire étranger malgré la désapprobation des Nations Unies peut-elle imposer des conditions à son retrait ?" Cette déclaration est aussi exacte aujourd'hui qu'elle l'était en 1957. Je pourrais citer un grand nombre de déclarations importantes qui ont été prononcées au sein du Conseil et en dehors à l'appui de cet argument, à savoir que le retrait des troupes israéliennes de tous les territoires arabes qu'elles ont

occupés après le 5 juin est la première condition requise pour l'établissement de la paix.

96. Les représentants des pays arabes auprès des Nations Unies ont clairement fait connaître leur position. Mon souverain, S. M. le roi Hussein, a défendu dans le monde entier et au cours de ses visites dans divers pays la juste cause de notre peuple.

97. Nous n'avons rien à ajouter. Nos peuples et nous-mêmes attendons le résultat de vos efforts.

98. M. TARABANOV (Bulgarie) : Je voudrais tout d'abord, au début de mon intervention, m'arrêter à un passage particulier de la déclaration du Ministre des affaires étrangères d'Israël où celui-ci a donné un exemple frappant de l'intransigeance et de l'impertinence des cercles extrémistes et militaires d'Israël qui ont mobilisé tous les moyens de propagande, à travers le monde, pour faire accepter leurs revendications territoriales et autres. D'après lui, certains membres du Conseil de sécurité se seraient rendus coupables d'avoir empêché le Conseil d'agir, en mai dernier, contre les pays arabes parce que ceux-ci auraient, à ce moment-là, préparé une intervention et une agression contre Israël.

99. Comme on le sait, nous avons à ce moment-là, par l'intermédiaire du Secrétaire général des Nations Unies, reçu l'assurance que les pays arabes n'entreprendraient rien qui puisse mettre en danger la paix au Moyen-Orient, qu'ils ne se livreraient à aucune agression; et ces pays ont tenu parole; ils n'ont rien entrepris.

100. Le représentant de la République populaire de Bulgarie a été accusé de ce péché; mais ce représentant ne savait pas alors (et il en a été certainement de même pour le représentant de l'Union soviétique et d'autres représentants) qu'une agression de grande envergure était en préparation. Par contre, ceux qui avaient une idée plus ou moins exacte de la situation, qui savaient que les forces israéliennes se préparaient à frapper, parce qu'ils avaient des informations exactes de source israélienne et de leurs propres sources, cherchaient à diriger à ce moment-là l'attention du Conseil de sécurité et de ses membres contre qui ? Contre les futures victimes de l'agression israélienne en cours de préparation. C'est là que gît la responsabilité de ces pays et de leurs représentants ici, qui doivent répondre à l'accusation portée devant le Conseil, parce que eux n'ont pas voulu agir contre l'agression que préparaient les représentants d'Israël et les forces militaires israéliennes.

101. Les présentes délibérations du Conseil de sécurité ont lieu plus de cinq mois après la dernière discussion sur ce même problème, discussion au cours de laquelle le Conseil n'a pu condamner l'agression israélienne contre les pays arabes voisins à cause de l'opposition obstinée de certaines délégations occidentales, celle des Etats-Unis en tête.

102. Etant donné l'impuissance à laquelle a été voué le Conseil de sécurité, l'Assemblée générale, convoquée en session extraordinaire d'urgence, n'a pas réussi, elle non plus, à trouver une solution à la question relative à l'élimination des conséquences de l'agression israélienne, toujours à cause de l'opposition opiniâtre de ces mêmes

pays qui, au lieu de condamner l'agression et l'agresseur, ont cherché par tous les moyens à l'excuser et à faire tolérer ses actes agressifs.

103. La présente session du Conseil de sécurité vient au terme d'une longue série de consultations entre les parties intéressées et les membres du Conseil de sécurité; il y a eu notamment des consultations en réunions privées entre les membres non permanents du Conseil de sécurité. Lors de ces réunions privées, des efforts ont été déployés dans le but de trouver un terrain commun pour les pays afro-asiatiques et les pays latino-américains, sur la base du projet de résolution présenté par les pays latino-américains au cours de la cinquième session extraordinaire d'urgence de l'Assemblée générale⁸. Ces efforts n'ont abouti qu'à un consensus portant uniquement sur la procédure à suivre, notamment sur le fait qu'il était nécessaire de désigner un représentant spécial du Secrétaire général et de définir son mandat dans le cadre de certains principes fondamentaux. Les consultations entre les membres non permanents du Conseil de sécurité ont cependant échoué quand il s'est agi de définir le mandat et les principes qui devraient guider le représentant spécial du Secrétaire général, et ceci malgré la concession fondamentale faite par les pays non alignés consistant à prendre pour base de leur tâche et de leurs efforts devant le Conseil de sécurité le projet de résolution pour lequel les puissances occidentales ont voté au cours de la cinquième session extraordinaire d'urgence de l'Assemblée générale⁹.

104. Il est intéressant de noter ici que, lors de la cinquième session extraordinaire d'urgence convoquée pour s'occuper des problèmes du Moyen-Orient, quand il est apparu que le projet de résolution présenté par les pays latino-américains n'avait pas de chances d'être adopté à cause de l'atmosphère politique générale régnant dans la région intéressée, les Etats-Unis d'Amérique et certains pays occidentaux ont voté pour ce projet. Maintenant, alors que les pays arabes déclarent, par l'intermédiaire du Ministre des affaires étrangères de la République arabe unie :

"Au cours de ces consultations" — il s'agit ici des consultations qui ont eu lieu tout récemment et auxquelles les membres du Conseil de sécurité ont pris une part active — "nous sommes allés très loin dans nos efforts pour répondre à toutes les remarques de ceux qui recherchent sincèrement une formule juste et raisonnable" [1373ème séance, par. 73]

alors que les pays afro-asiatiques et latino-américains avaient élaboré un document dont la substance et les termes propres sont repris dans le projet de résolution présenté par l'Inde, le Mali et le Nigéria [S/8227], les Etats-Unis d'Amérique et certains de leurs alliés viennent déclarer ou se préparent à déclarer — par le fait même de la présentation de leur projet de résolution S/8229 du 7 novembre — qu'ils ne sont pas d'accord avec les principes et les constatations formulés dans le projet de résolution des trois pays introduit par l'Inde, principes et constatations qui ne

⁸ Ibid., cinquième session extraordinaire d'urgence, Annexes, point 5 de l'ordre du jour, document A/L.523/Rev.1. Distribué également sous la cote S/8235.

⁹ Ibid., Annexes, point 5 de l'ordre du jour, document A/L.522/Rev.3.

sont pourtant que ceux définis dans le projet latino-américain soumis à l'Assemblée générale.

105. Nous ne sommes pas du tout convaincus par l'explication donnée par le représentant du Danemark pour expliquer l'opposition manifestée au projet de résolution présenté par ces trois pays, lorsqu'il a dit le 10 novembre dernier :

"Il y a une différence fondamentale entre les résolutions de l'Assemblée générale, qui prennent la forme de recommandations et qui peuvent donc être considérées comme l'expression de l'opinion mondiale, et les résolutions du Conseil de sécurité, qui doivent constituer la base d'une action." [1373ème séance, par. 237.]

106. Cette explication constitue, par contre, une accusation contre les pays occidentaux eux-mêmes. En réalité, en dehors du fait que je viens de souligner et qui montre que les pays occidentaux étaient prêts à voter et ont voté pour ce projet de résolution, à un moment où ils étaient sûrs qu'en raison de la situation régnant dans la région du Moyen-Orient il y avait peu de chances que ce projet fût adopté par l'Assemblée générale, il s'avère maintenant que ces mêmes pays occidentaux ne voudraient pas qu'une action soit entreprise sur la base de ces principes, sous la forme d'une recommandation en faveur de laquelle ils ont cependant voté.

107. On devrait donc conclure que dans l'hypothèse où le projet de résolution des pays latino-américains aurait été adopté, au cours de la cinquième session extraordinaire de juin-juillet, les pays occidentaux, et surtout les Etats-Unis, n'auraient pas considéré ces recommandations comme une base d'action. Ce serait là une étrange façon de concevoir le rôle des Nations Unies.

108. Il serait dangereux pour les Nations Unies de pratiquer — en leur sein même — une politique de deux poids et deux mesures. Comment peut-on en effet expliquer autrement la phrase suivante :

"Demande instamment à Israël de retirer toutes ses forces de tous les territoires qu'il a occupés à la suite du récent conflit" [S/8235]

du projet de résolution latino-américain présenté à l'Assemblée générale et accepté par les pays occidentaux à ce moment-là et qui s'est transformé ainsi, et je cite ici le projet de résolution des Etats-Unis soumis maintenant au Conseil de sécurité :

"Affirme que l'accomplissement des principes susmentionnés de la Charte exige la réalisation d'un état de paix juste et durable dans le Moyen-Orient englobant le retrait des troupes armées de territoires occupés... à des frontières sûres et reconnues." [S/8229.]

109. Une formule pareille, contenue dans le projet de résolution des Etats-Unis d'Amérique dont est maintenant saisi le Conseil de sécurité, n'est destinée en effet qu'à permettre à l'agresseur, à l'occupant de continuer l'occupation des territoires où ses troupes sont installées. Elle ne pourrait servir qu'à embrouiller les choses. Au lieu de la

formule "retirer... de tous les territoires", employer la notion de "frontières sûres et reconnues" implique certainement la possibilité pour l'agresseur de décider, quand bon lui semble de retirer les troupes d'occupation. S'il n'en était pas ainsi, il faudrait que le représentant des Etats-Unis s'explique ici.

110. La conviction que le projet de résolution des Etats-Unis est présenté dans le but de chercher un moyen pour continuer l'occupation des territoires est également confirmée par le fait que le mandat du représentant spécial du Secrétaire général, clairement défini dans le projet de résolution des trois pays, l'Inde, le Mali et le Nigéria où il est dit notamment : "pour coordonner les efforts tendant à atteindre les buts de la présente résolution" [S/8227, par. 3] se transforme, dans le projet de résolution des Etats-Unis en établissement et maintien "des rapports avec les Etats intéressés en vue de les aider" — remarquez bien : en vue de les aider — "à... instaurer une paix juste et durable dans la région" [S/8229, par. 3].

111. Nous avons entendu aujourd'hui les sommations répétées du Ministre des affaires étrangères d'Israël qui n'accepterait rien de moins qu'une négociation directe pour conclure de nouveaux accords, sous la menace de l'occupation permanente. Israël considère les accords conclus sous les auspices des Nations Unies comme nuls et non avenue, en dépit de toutes les décisions des Nations Unies.

112. Tout l'ensemble des problèmes relatifs à la crise actuelle a cependant toujours été lié aux actions des Nations Unies; même la création d'Israël a été fondée sur des actions des Nations Unies. Dès le début, depuis 1948, jusqu'à la dernière résolution sur le cessez-le-feu, les Nations Unies ont assumé un rôle important.

113. D'autre part, l'état des rapports existant actuellement entre les parties directement intéressées montre également que la méthode la plus réaliste d'aborder le règlement politique des problèmes litigieux se trouve dans la participation directe et active des Nations Unies. La participation de l'Organisation ne pourrait être négligée à un moment où son rôle est plus indispensable que jamais.

114. A l'heure actuelle, insister pour dire que les négociations directes sont la seule alternative, comme Israël s'efforce de le faire et de l'imposer, signifie que l'on veut faire traîner ce problème indéfiniment afin de dissimuler le manque de bonne volonté pour son règlement politique pacifique. L'insistance sur des négociations directes se transforme en une négation de tous les accords qui ont été conclus jusqu'à présent, en une négation de toutes sortes de négociations en général. Dans ces conditions, il faut s'opposer résolument aux tentatives du Gouvernement israélien de rejeter la participation des Nations Unies, de négliger leur rôle et de désavouer leurs décisions.

115. Tandis qu'avec des manœuvres pareilles l'on a condamné les Nations Unies à l'inaction au cours des cinq mois écoulés, la situation s'est détériorée considérablement dans le Moyen-Orient. L'occupation israélienne des territoires arabes, à la suite de l'agression du 5 juin, a créé une situation extrêmement explosive dans la région et elle fait peser une tension croissante pouvant conduire à de nou-

velles explosions armées. Les récentes provocations préméditées de l'armée israélienne, violant les résolutions relatives au cessez-le-feu, ont eu pour résultat des destructions massives. La destruction de la ville de Suez et des raffineries s'y trouvant, organisée par les autorités israéliennes, a tendu la situation à l'extrême dans la région.

116. Le retard non fondé pour arriver à une solution du problème de la liquidation des conséquences de l'agression israélienne pourrait produire des effets particulièrement négatifs. Il pourrait encourager les milieux militaristes, extrémistes et expansionnistes israéliens dans leurs prétentions territoriales et les rendre encore plus impertinents. Cela pourrait les inciter à chercher à prendre des mesures visant à la consolidation du régime d'occupation et à sa transformation de "fait accompli" en "frontières permanentes". Le dernier discours du Premier Ministre d'Israël, prononcé le 30 octobre de cette année à la Knesset, quand il a déclaré :

"Israël continuera de maintenir pleinement la situation telle qu'elle a été établie par les accords de cessez-le-feu et consolidera sa position conformément aux besoins vitaux de sa sécurité et de son développement"¹⁰

en est une démonstration éloquente.

117. Le retard prémédité apporté à la solution du problème du Moyen-Orient maintient la tension existante et continue de conduire à une détérioration extrême de la situation. En faisant des Nations Unies un observateur impuissant de la situation exaspérée, créée en violation flagrante de la Charte et de ses principes, ce retard cause un dommage immense à son prestige devant l'opinion publique mondiale. Le rôle même de l'Organisation des Nations Unies en tant qu'instrument de paix et de sécurité est mis en doute aux yeux du monde entier. Il pourrait se créer, dans de pareilles conditions, chez les extrémistes et les militaristes d'Israël, un sentiment d'impunité pour les crimes qu'ils ont commis, qui pourrait les inciter à des actes encore plus irresponsables dans l'avenir. Comme on dit en français, "l'appétit vient en mangeant".

118. Il est cependant difficile de concevoir, au cas même où les Nations Unies seraient forcées à l'inaction, par des stratagèmes bien étudiés, que le peuple arabe, la grande nation arabe, qui a connu au cours de son histoire plusieurs fois millénaire des défaites dont elle est sortie toujours plus forte et plus vivante, mais qui a connu surtout des développements économiques et culturels dont le monde a énormément profité et lui est redevable, on conçoit mal que cette nation puisse jamais accepter une telle injustice.

119. Elle saurait encore moins tolérer une humiliation et une offense à la nation arabe tout entière par l'occupation de ses terres et par l'expulsion de ses enfants de leurs foyers millénaires. L'histoire contemporaine abonde en exemples où des nations se sont relevées et ont riposté avec dignité aux provocations de la soldatesque étrangère. Il n'y a qu'à se rappeler l'histoire de ces dernières années pour s'en assurer.

¹⁰ Cité en anglais par l'orateur.

120. La tension extrême qui règne actuellement au Moyen-Orient présente des dangers réels pour la paix et la sécurité dans la région ainsi que pour la paix internationale. Elle présente un danger certain pour le peuple d'Israël lui-même. Trois fois au cours de ces deux dernières décennies, à travers guerres et agressions, les cercles extrémistes israéliens ont pu enregistrer certains succès militaires, mais le peuple d'Israël n'a pas gagné pour autant la paix. La paix au Moyen-Orient, à l'époque que nous vivons, époque de libération nationale des peuples opprimés, ne peut être obtenue que par l'autodétermination des peuples, par une solution juste et pacifique des problèmes litigieux dans cette région qui a tellement souffert des interventions des forces impérialistes, aussi bien dans le passé qu'à présent. La paix et la sécurité, le respect de la souveraineté et la reconnaissance de l'intégrité territoriale et de l'indépendance politique de tous les Etats passent à travers la reconnaissance de ce grand principe de notre époque, à savoir que l'occupation ou l'acquisition des territoires par la conquête militaire est inadmissible. Cela revient à dire que les forces armées israéliennes doivent se retirer de tous les territoires occupés à la suite du récent conflit, sans condition aucune. C'est un préalable nécessaire à tout commencement de solution du problème de la paix et de la sécurité au Moyen-Orient. Il n'est point nécessaire de souligner que l'acquisition de territoires étrangers par le moyen de la conquête militaire représente une violation flagrante des principes de la Charte et des normes du droit international, et représente également un crime international dont l'auteur doit être condamné et dont il doit assumer la responsabilité internationale qui s'y rapporte.

121. Le retrait des troupes de l'agresseur aux positions qu'elles occupaient le 4 juin constitue le premier pas et le préalable fondamental du règlement politique de toutes les autres questions litigieuses. Le contraire signifierait que l'on permet à l'agresseur de participer à ce règlement en position de force et de marchander en se servant des territoires usurpés comme d'une monnaie d'échange.

122. Tout le discours du Ministre des affaires étrangères d'Israël que les membres du Conseil de sécurité ont entendu tout à l'heure n'a été cependant qu'une glorification de tous les actes d'agression que les armées d'Israël ont commis, appuyée par l'attitude des Etats-Unis d'Amérique exprimée dans leur projet de résolution. Il a fait comprendre à tous ceux qui veulent l'entendre ici que les milieux extrémistes israéliens n'ont pas l'intention de se retirer tant qu'ils sentent cet appui derrière eux. Habitué à avoir des privilèges aussi devant les Nations Unies, le Ministre des affaires étrangères d'Israël s'est plaint qu'il ait été décidé au Conseil qu'il parlerait quand viendrait son tour de parole. Cela montre l'état d'esprit auquel les cercles extrémistes d'Israël sont habitués et dont il est ici le représentant.

123. La République populaire de Bulgarie a toujours signalé qu'il ne peut y avoir de solution sans le retrait des troupes israéliennes. Dans son discours à la cinquième session extraordinaire d'urgence, prononcé le 20 juin 1967, le Premier Ministre de la République populaire de Bulgarie, Todor Jivkov a déclaré, et je le cite :

"Le retrait immédiat et inconditionnel des troupes israéliennes des territoires arabes occupés est à l'heure

actuelle la condition préalable de la solution des problèmes au Moyen-Orient. Car l'occupation de ces territoires n'est rien d'autre que la prolongation de cette agression. Le maintien illégal de troupes israéliennes dans ces territoires a pour but de conférer à l'agresseur des avantages auxquels il n'a pas droit. Cette situation encourage ses appétits expansionnistes et met un obstacle de plus à la solution des questions relatives au rétablissement et à la consolidation de la paix dans le Moyen-Orient¹¹."

124. Le retrait immédiat des troupes de l'agresseur des terres occupées est encore plus indispensable étant donné l'intention des expansionnistes israéliens de faire de l'occupation militaire provisoire une annexion permanente des terres étrangères au territoire d'Israël, comme l'a souligné dans son discours du 9 novembre [1373^{ème} séance] le Ministre des affaires étrangères de la République arabe unie, M. Mahmoud Riad. En effet, tant que les conséquences de l'agression israélienne ne seront pas éliminées, tant que le retrait des troupes israéliennes de tous les territoires occupés ne sera pas assuré, il sera impossible même d'ouvrir le canal de Suez à la navigation, alors qu'il est fermé à cause de l'occupation israélienne, et encore moins de garantir cette navigation. Ce problème est lié aussi au retrait des troupes israéliennes des territoires occupés, de même que tous les problèmes qui devraient venir devant ceux qui sont appelés à les résoudre.

125. La liquidation des conséquences de l'agression créera des conditions favorables à la normalisation de la situation, y compris la garantie du libre passage par les voies maritimes de la région, en conformité avec les exigences du droit international contemporain.

126. Il va de soi que la paix et la stabilité au Moyen-Orient ne pourront être assurées d'une manière durable que si l'on s'attaque à l'élimination de la source même de la tension existant depuis deux décennies dans cette partie du monde : je veux dire la solution du problème des réfugiés palestiniens; je dis bien : solution et non pas simplement amorce de solution, comme le voudraient certains. Tout règlement durable et juste du problème politique devrait infailliblement comprendre le règlement de la situation de la population arabe de Palestine en tenant compte de ses intérêts légitimes et sur la base des résolutions pertinentes des Nations Unies. Bien entendu, cela ne concerne pas les réfugiés à la suite du récent conflit, qui ont le droit et devraient avoir la possibilité de retourner automatiquement dans leurs foyers dès que les troupes d'occupation se seront retirées de tous les territoires occupés.

127. Ce n'est que si ces problèmes fondamentaux et immédiats sont résolus que l'on pourra s'attendre à une paix durable au Moyen-Orient. Tant que les troupes israéliennes n'auront pas été retirées de tous les territoires occupés au cours du récent conflit, tant que le problème des réfugiés continuera d'infester l'atmosphère dans cette région, il n'y aura pas de paix au Moyen-Orient, il n'y aura pas de sécurité assurée dans le monde.

¹¹ Documents officiels de l'Assemblée générale, cinquième session extraordinaire d'urgence, Séances plénières, 1528^{ème} séance, par. 30.

128. Les pays arabes, comme l'a déclaré le Ministre des affaires étrangères de la République arabe unie, M. Mahmoud Riad, ont parcouru un long chemin et sont allés très loin dans leurs efforts en vue de répondre aux remarques de ceux qui cherchent une formule juste et raisonnable pour la solution du problème du Moyen-Orient. Les pays non alignés, membres du Conseil de sécurité, ont élaboré un document de travail sur la base du projet des pays de l'Amérique latine présenté à la cinquième session extraordinaire d'urgence, document de travail qui est présenté maintenant comme projet de résolution par l'Inde, le Mali et le Nigéria. Il appartient maintenant aux pays qui avaient voté sur le projet de résolution des pays de l'Amérique latine, Etats-Unis en tête, de rester fidèles à l'engagement pris durant la session d'urgence et qui s'est exprimé par leur vote. Il ne dépend que d'eux que s'amorce maintenant la solution des problèmes qui troublent le Moyen-Orient.

129. La délégation de la République populaire de Bulgarie fera tout ce qui est en son pouvoir, aussi bien durant la discussion qu'au cours des efforts futurs, pour contribuer dans la mesure de ses possibilités, guidée par les considérations que nous venons d'exposer, à la solution des problèmes de la paix et de la sécurité au Moyen-Orient et, par cela même, dans le monde entier.

130. Le PRESIDENT : Je donne la parole au représentant de l'Inde, qui veut user de son droit de réponse.

131. M. PARTHASARATHI (Inde) [*traduit de l'anglais*] : Ma délégation a suivi avec attention la déclaration faite par le Ministre des affaires étrangères d'Israël. Je voudrais pour l'instant ne formuler des observations que sur un ou deux points de son intervention.

132. Le Ministre des affaires étrangères d'Israël a déclaré que le projet de résolution triparti avait été rédigé sans qu'Israël ait été consulté. Je voudrais affirmer catégoriquement qu'en mettant au point le projet les trois pays ont tenu compte non seulement des discussions et projets de résolution, officiels ou non officiels, de la session extraordinaire d'urgence et de la vingt-deuxième session ordinaire de l'Assemblée générale, mais aussi des entretiens qui se sont poursuivis entre les membres permanents et non permanents du Conseil de sécurité au cours des dernières semaines. Il faut aussi considérer que ce projet a été élaboré par six membres du Conseil qui avaient des contacts avec les diverses parties intéressées.

133. Ainsi que je l'ai exposé au Conseil le 9 novembre, lorsque nous avons établi notre projet, nous avions présents à l'esprit les points de vue des autres membres du Conseil et des parties intéressées. Comme l'a déclaré mon collègue et ami, M. Adebo, représentant du Nigéria, le 9 novembre :

"...je dois dire, honnêtement et franchement, que, tout au long des délibérations, j'ai été en contact avec les deux parties pour m'informer de leurs vues. Je regrette toutefois de devoir dire qu'à aucun moment des négociations je n'ai pu persuader l'une ou l'autre partie d'adopter

mon point de vue et que cette situation n'a pas changé."
[1373ème séance, par. 109.]

134. De même, mon excellent ami, le représentant de l'Ethiopie, a déclaré, à la même séance, que le projet triparti a recueilli l'adhésion de sa délégation non seulement parce qu'il s'inspirait du projet de résolution latino-américain présenté à la session d'urgence de l'Assemblée générale, mais aussi parce que, à son avis, "l'optique en est saine et les principes qu'il propose, affirmés et maintenus dans un équilibre raisonnable" [*ibid.*, par. 200].

135. J'en viens maintenant à une autre question importante qui a été soulevée par le Ministre des affaires étrangères d'Israël. Ce dernier a déclaré que le projet de résolution triparti porte préjudice à des entretiens bilatéraux entre les Arabes et les Israéliens. Le projet de résolution triparti vise essentiellement à fournir un ensemble de principes directeurs dans le cadre desquels le représentant spécial du Secrétaire général peut établir des contacts avec les parties intéressées afin de coordonner les efforts qui seront déployés pour atteindre les objectifs de la résolution, c'est-à-dire amorcer le processus de règlement pacifique de la crise. Le projet de résolution prévoit l'adoption de toutes les méthodes et actions pacifiques acceptées par les parties pour régler le différend et n'exclut aucun moyen de règlement. Nous laissons aux parties intéressées le soin de se mettre d'accord sur les moyens qu'elles veulent employer pour rechercher une solution à leur différend. Une telle proposition est conforme à l'Article 33 de la Charte qui invite les parties à tout différend dont la prolongation est susceptible de menacer le maintien de la paix et de la sécurité internationales à en rechercher la solution pacifique et laisse aux parties le choix de rechercher cette solution soit par voie de négociation, soit par tout autre moyen pacifique de leur choix, tels que enquête, médiation, conciliation, arbitrage, règlement judiciaire, recours aux organismes ou accords régionaux, ou par d'autres moyens pacifiques de leur choix — je répète : de leur choix. Il appartient donc aux parties de choisir l'une quelconque de ces méthodes de règlement pacifique. Telle a été et telle demeure la position de ma délégation. Nous avons constamment défendu ce point de vue devant le Conseil, dans le passé, et nous continuerons de le faire à l'avenir.

136. Le représentant d'Israël a aussi évoqué la position de mon gouvernement au sujet des relations entre l'Inde et le Pakistan. Je dois dire en toute franchise que les deux situations sont absolument différentes et ne présentent aucun rapport avec la question que nous débattons. En comparant l'attitude de son gouvernement avec celle du Gouvernement de l'Inde, le Ministre des affaires étrangères d'Israël n'a fait aucun cas — et je suis certain qu'il sera le premier à l'admettre — des origines différentes de ces situations navrantes, pas plus que de l'évolution historique différente des rapports entre les Etats de diverses régions du monde. Toutefois, si le Ministre des affaires étrangères d'Israël tient à établir des parallèles, il devrait se rappeler le précédent célèbre introduit par le Conseil de sécurité lorsqu'en 1965 celui-ci a insisté pour demander simultanément le cessez-le-feu et le retrait sur les positions occupées antérieurement. Par la suite, l'Inde et le Pakistan, qui n'avaient jamais interrompu leurs relations diplomatiques

officielles, ont été à même d'engager des négociations à Tachkent avec l'aide de l'Union soviétique.

137. Le PRESIDENT : Je n'ai pas d'autre orateur inscrit. A la suite de consultations officieuses, il semble que les membres du Conseil soient d'accord pour fixer la date de

notre prochaine séance sur la situation au Moyen-Orient au mercredi 15 novembre 1967, à 10 h 30. S'il n'y a pas d'objection, je considérerai que cette proposition est adoptée.

La séance est levée à 13 h 10.

HOW TO OBTAIN UNITED NATIONS PUBLICATIONS

United Nations publications may be obtained from bookstores and distributors throughout the world. Consult your bookstore or write to: United Nations, Sales Section, New York or Geneva.

COMMENT SE PROCURER LES PUBLICATIONS DES NATIONS UNIES

Les publications des Nations Unies sont en vente dans les librairies et les agences dépositaires du monde entier. Informez-vous auprès de votre librairie ou adressez-vous à: Nations Unies, Section des ventes, New York ou Genève.

КАК ПОЛУЧИТЬ ИЗДАНИЯ ОРГАНИЗАЦИИ ОБЪЕДИНЕННЫХ НАЦИЙ

Издания Организации Объединенных Наций можно купить в книжных магазинах и агентствах во всех районах мира. Наводите справки об изданиях в нашем книжном магазине или пишите по адресу: Организация Объединенных Наций, Секция по продаже изданий, Нью-Йорк или Женева.

COMO CONSEGUIR PUBLICACIONES DE LAS NACIONES UNIDAS

Las publicaciones de las Naciones Unidas están en venta en librerías y casas distribuidoras en todas partes del mundo. Consulte a su librero o diríjase a: Naciones Unidas, Sección de Ventas, Nueva York o Ginebra.
